

RUSSIE

Le racisme et la xénophobie sont omniprésents

Index AI : EUR 46/018/2006

ÉFAI

Embargo : jeudi 4 mai 2006 (00 h 01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Nous ne sommes pas considérés comme des personnes. C'est comme si nous étions autre chose que des êtres humains. »

Résident d'un campement rom près de Saint-Pétersbourg

« Je ne suis pas allé voir la police car j'ai entendu dire que [...] même pour ceux qui y vont pour porter plainte [...] cela finit par se retourner contre eux [...] »

Roni Kumi, du Ghana, agressé par quatre hommes dans une rue de Moscou

Les homicides, coups et actes discriminatoires à caractère raciste ne cessent de se multiplier en Russie, selon un nouveau rapport d'Amnesty International publié ce jeudi 4 mai 2006. Le gouvernement russe, qui assure la présidence du groupe des huit pays les plus industrialisés (G8) et s'apprête à diriger le Comité des ministres du Conseil de l'Europe pendant les six prochains mois, ne lutte pas suffisamment contre la xénophobie et l'intolérance.

Dans son rapport *Russian Federation: Violent racism out of control*, Amnesty International se penche sur des cas d'agressions, à l'issue parfois fatale, contre des étudiants étrangers ; des demandeurs d'asile et des réfugiés originaires d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient ; des membres de groupes ethniques et des migrants venant de la région du Caucase et d'Asie centrale ; ainsi que des membres de la communauté juive et des Roms. Ce rapport met en évidence le fait que les autorités marquent peu d'empressement à prévenir les attaques à caractère raciste par un maintien de l'ordre approprié, et que, dans la grande majorité des cas, elles se montrent peu efficaces lorsqu'il s'agit d'enquêter sur ces agressions et de traduire en justice les responsables présumés.

« Le bilan de la Russie en matière de racisme est incompatible avec la place de ce pays sur la scène internationale et porte atteinte à son image, a souligné Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International. En sa qualité de membre du Conseil de l'Europe sur le point d'en assurer la présidence, et en tant que pays à la tête du G8, la Russie doit se conformer aux

obligations qui sont les siennes aux termes du droit international relatif aux droits humains.

« Il est du devoir de chaque État de protéger les droits humains de toute personne se trouvant sur son territoire, quelle que soit la couleur de sa peau. L'État doit dénoncer et traduire en justice ceux qui bafouent ces droits. Il est temps que la Russie se préoccupe de la dégradation de la situation des droits fondamentaux sur son territoire et qu'elle se montre à la hauteur de ses obligations internationales en tant qu'acteur majeur de la scène internationale. »

Selon un centre d'informations russe, Sova, 28 homicides et 366 agressions à caractère raciste ont été dénombrés pour la seule année 2005. Ces chiffres pourraient être bien en deçà de la réalité, car un grand nombre d'infractions à caractère raciste ne sont pas signalées ou enregistrées en tant que telles. Bien souvent, la police et les autorités judiciaires préfèrent les classer dans la catégorie « hooliganisme ». Les auteurs d'agressions à caractère raciste font fréquemment partie de groupes organisés qui prônent une idéologie raciste et néofasciste et font l'apologie de la violence. Selon les statistiques officielles, la Russie compte environ 150 « groupes extrémistes » rassemblant plus de 5 000 membres. Pour certaines organisations non gouvernementales (ONG), les membres de tels groupes seraient 50 000. Par ailleurs, les membres d'organisations et les personnes qui enquêtent sur le racisme et militent contre ce fléau sont exposés à des menaces réelles sur leur vie.

« Ces actes de violence ne sont que l'une des manifestations les plus visibles d'une intolérance et d'une xénophobie profondément ancrées au sein de pans entiers de la société russe, a déclaré Irene Khan. En fermant les yeux sur les crimes à caractère raciste, les autorités ont encouragé la montée d'une xénophobie et d'un néofascisme poussés à l'extrême dans le pays. »

À la suite de violentes attaques contre des civils attribuées à des groupes d'opposition armés tchéchènes, des Tchétchènes et des membres d'autres groupes ethniques du Caucase du Nord ont été victimes de persécutions. Par ailleurs, en tant que membres d'une minorité visible au sein de la société russe, ces personnes sont une des cibles privilégiées des contrôles d'identité : les policiers s'en prennent à elles en invoquant la « lutte contre le terrorisme » ou pour leur extorquer de l'argent. D'après les conclusions d'un travail d'observation mené par une

organisation de défense des droits humains en 2005, les personnes n'ayant pas le type slave sont en moyenne 21 fois plus susceptibles d'être arrêtées dans le métro moscovite et de se voir demander leurs papiers d'identité que celles d'apparence slave.

« Le racisme est une agression contre l'idée même de droits universels de la personne humaine, a déclaré Irene Khan. Il nie systématiquement à certaines personnes le plein exercice de leurs droits fondamentaux, en raison de la couleur de leur peau, de leur appartenance ethnique, de leur origine familiale ou nationale. En vertu du droit international relatif aux droits humains, la Russie est tenue de lutter contre la discrimination sous toutes ses formes.

« Des autorités régionales ont pris des initiatives en vue de lutter contre le racisme, mais il s'agit malheureusement d'actions isolées et inadaptées. Il est temps que les autorités fédérales mettent en œuvre un véritable plan national de lutte contre le racisme, afin de donner à ce combat la place qu'il mérite, c'est à dire celle de priorité absolue. »

Le rapport *Russian Federation: Violent racism out of control* (index AI : EUR 46/016/2006) se trouve sur le site de l'organisation, à l'adresse suivante :

<http://web.amnesty.org/library/index/engEUR460162006>

Le document « Vos papiers ! ». *La discrimination raciale en Fédération de Russie* (EUR 46/001/2003) peut également être consulté sur le site, à l'adresse suivante :

<http://web.amnesty.org/library/index/fraEUR460012003>. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>